

Études internationales



Secretariat for Future Studies, *Resources, Society, and the Future*, New York, Pergamon Press, 1980, 208 p. ISBN : 0-08-023267-1

Joan De Bardeleben

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701402ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701402ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Bardeleben, J. (1982). Compte rendu de [Secretariat for Future Studies, *Resources, Society, and the Future*, New York, Pergamon Press, 1980, 208 p. ISBN : 0-08-023267-1]. *Études internationales*, 13(3), 581–582.
<https://doi.org/10.7202/701402ar>

ces questions cruciales pour notre avenir collectif.

Thierry HENTSCH

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

SECRETARIAT FOR FUTURE STUDIES'
Resources, Society, and the Future, New
York, Pergamon Press, 1980, 208 p.
ISBN 0-08-023267-1

Ce livre représente le rapport final d'un groupe de travail du « Secretariat for Future Studies », créé par le Parlement Suédois en 1973. En 1974, on a confié à ce groupe de travail la tâche d'étudier les questions de ressources et de matières premières, portant une attention plus particulière à l'intérêt national de la Suède dans une perspective à long terme et dans un environnement international. Un autre groupe de travail du « Secretariat » a déjà publié son rapport en 1978, également traduit en anglais, sous le titre de *Solar versus Nuclear: Choosing Energy Futures*.

La présente étude traite surtout des problèmes d'approvisionnement en aliments, en bois de construction et en ressources minérales, ainsi qu'en eau. Les questions sont examinées dans une perspective large, tenant compte des limites physiques et politiques à la disponibilité des matières premières. Un souci de « solidarité internationale » envers les nations en voie de développement est un point de départ explicite de cette étude. L'analyse s'étend à des problèmes aussi divers que les cartels de ressources, les effets sur l'environnement de l'extraction des ressources, les origines distributives des pénuries de ressources, les obstacles politiques au changement, et du potentiel technologique d'un accroissement de la production des stocks minéraux, alimentaires et en bois de construction pour les prochains 25 ans. Un chapitre porte sur l'analyse des perspectives à long terme présentées par les soi-disant « modèles de l'Apocalypse » (modèles de la fin du monde?) (*i.e.* des projections comme celles du premier rapport au Club de Rome, de D.L. Meadow, *The Limits to Growth*). Finalement, sont présentées de

solides propositions de politiques à suivre. Bien que conçue à l'intention du milieu Suédois, ces propositions sont assurément d'un intérêt plus global.

Le rapport s'appuie sur un examen attentif, une synthèse et une évaluation des études disponibles, et en ce sens ne propose pas de nouvelles données ou de prévisions inédites. Pour le spécialiste sur le terrain le contenu essentiel n'a rien pour surprendre. Le rapport introduit néanmoins d'une façon effective les questions principales impliquées dans l'évaluation des choix futurs concernant l'exploitation des ressources. Malheureusement, une série de onze rapports intérimaires plus particuliers traitant en détail des limites physiques, des processus technologiques et des questions social-scientifiques ne sont disponibles qu'en suédois, bien que des résumés de trois de ceux-ci sont traduits et sont présentés en annexes au présent rapport.

Le rapport présente quelque intérêt pour les spécialistes des relations internationales, puisqu'il discute précisément des effets que les propositions pour un Nouvel Ordre Économique International auraient sur la disponibilité des ressources, dans le tiers monde ainsi que dans les pays développés. Quelques unes des sections les plus intéressantes du rapport évaluent les conflits et les compatibilités potentielles entre la poursuite de l'intérêt national suédois et la poursuite de la solidarité internationale avec les pays en voie de développement. À vrai dire, l'une des grandes vertus de ce volume est sa sensibilité envers la communication réciproque entre les politiques nationales et le contexte global, et entre les limites physiques et politiques à l'utilisation efficiente des ressources.

Les conclusions offertes sont prudemment circonspectes. À cause de la limite des données et de la nature complexe des variables impliquées la formulation de prévisions est chose risquée. Plus fondamentalement, les auteurs croient que leur rôle est de présenter des options de façon à éclairer le débat et les choix publics. Ainsi, ils évitent de faire des prévisions. Cependant, ils identifient les problèmes d'énergie et de détérioration de l'environnement comme étant les contraintes physi-

ques les plus considérables sur la croissance continue de l'exploitation des ressources. Malheureusement, ces deux aspects des problèmes des ressources ne sont traités que de façon marginale dans le livre. L'étude résume les critiques, maintenant standard, des « modèles de l'Apocalypse », affirmant que ces modèles sont trop mécaniques et qu'ils présument des extrapolations injustifiées et simplistes des tendances du passé. Ne déniaient pas l'importance des contraintes physiques, les auteurs soulignent que dans les 25 prochaines années les pénuries de ressources seront essentiellement de nature distributive et non pas physique. Cette conclusion peut, en partie, refléter le membership du groupe de travail, parmi lequel les sciences humaines sont surreprésentées par rapport aux sciences naturelles.

Les auteurs avertissent dès le début que leur étude « s'est abstenue de recommander une option radicale particulière » et s'est concentrée sur les solutions « réalistes » plutôt que sur les « utopiques ». Dans une certaine mesure, ce choix s'explique de par le public à qui s'adresse l'étude, à savoir des responsables du gouvernement, ainsi que des organisations publiques. En dépit de la mise en garde des auteurs, on ne peut être qu'impressionné par cette étude, par sa perception clairvoyante et sa sensibilité envers l'inégalité globale, ainsi que envers les dangers que représente une poursuite aveugle des actuelles politiques de croissance. Cependant, il est probablement trop optimiste de présumer que les questions posées dans l'étude aussi « réalistes » qu'elles puissent être, obtiendront une réponse attentive de la part des leaders politiques Occidentaux qui peuvent être dans une position de laquelle ils peuvent exercer une influence déterminante sur la formation des environnements international et internes du 21^e siècle.

Joan DEBARDELEBEN

*Département de science politique
Université McGill, Montréal*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

BOUVIER, Paule. *L'Europe et la coopération au développement; un bilan: la Convention de Lomé*. Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1980, 191p. ISBN: 2-8004-0708-5

L'ouvrage de Paule Bouvier a pour objet de tracer un bilan, à la fin de 1979, de la première Convention de Lomé. Pour ce faire, elle relate dans son introduction les origines historiques de cet accord. Elle analyse les relations qui existaient dès avant la signature du Traité de Rome entre l'Europe et l'Afrique, les dispositions retenues dans le Traité pour confirmer ces relations particulières, puis le long cheminement qui a conduit, à la suite de l'indépendance des pays africains, aux deux Conventions de Yaoundé (1963 et 1969). Quant à la Convention de Lomé, signée le 28 février 1975, elle élargissait considérablement le club des partenaires de la Communauté, puisqu'aux 19 États africains et malgaches parties à la Convention de Yaoundé s'ajoutaient désormais 21 États du Commonwealth, tant de l'Afrique que des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.). L'élargissement de la Communauté elle-même expliquait cette ouverture.

Dans son premier chapitre, Madame Bouvier se penche sur la portée de la Convention à partir d'une analyse des thèses en présence. Certains manifestaient de l'optimisme. Du côté européen, on soulignait le rôle de pionniers qu'avaient joué les négociateurs quand on se réjouissait, du côté du Tiers-Monde, des concessions obtenues. C'est évidemment la mise sur pied du mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation de certains produits de base par les États A.C.P. (Stabex) qui justifiait cet optimisme.

Pourtant, des voix plus réservées se faisaient entendre. En particulier, il n'était pas évident aux yeux de certains que la Convention constituait un authentique instrument de réalisation d'un nouvel ordre économique mondial. Le système Stabex lui-même n'était